

Mercredi 16 novembre 2016 à Rennes

Nous sommes des personnes qui ont passé environ deux ans, un an, six mois dans la jungle de Calais. La vie à Calais est trop difficile mais nous voulions aller en Grande-Bretagne.

A Calais, il y a eu une rencontre avec le responsable de l'OFPRA de Paris et une personne du gouvernement français. Presque tout le monde a donné ses empreintes en Italie. Ils nous ont dit qu'ils allaient oublier le fait qu'on ait donné nos empreintes si on allait dans les villes, qu'on pouvait choisir. Et qu'ils allaient nous donner les documents nécessaires pour rester en France ou voyager.

A cette réunion là, il y avait des gens à qui la même promesse avait été faite en 2015 et qui avaient appris que leur Dublin n'allait pas être cassé et ont réussi à retourner à Calais. La personne de l'OFPRA a promis que cette fois-ci ça ne se reproduirait pas.

On leur a fait confiance par ce que ce n'était pas des porte-paroles qui étaient venus nous voir mais des hauts responsables.

Maintenant, la situation est le contraire de ce qu'ils nous ont dit : quand on est allé à la préfecture d'Ille et Vilaine, on nous a dit que la décision était qu'ils allaient demander à l'Italie si on pouvait être réadmis vers ce pays.

Personne ne voulait rester en France mais ils nous avaient promis qu'on pouvait y rester.

On a eu des rendez-vous par communautés, par pays pour nous expliquer qu'il ne fallait pas fuir, qu'ils avaient certainement nos empreintes ailleurs mais que c'était pas grave, ça arrivait de se faire contrôler, mais on nous a promis que la procédure de DUBLIN allait être cassée.

Nous, on les a cru, mais comme on ne voulait pas rester ici vu que la France était un pays de passage, mais si on était acceptés ici on voulait bien y faire notre demande d'asile. Mais au final, on se rend compte que c'est faux.

Comme c'est le contraire qui sont entrain de nous faire vivre, nous on ne mangera pas et puis y'a rien à faire donc on ne peut que faire ça, s'arrêter de manger. Du coup, hier, le 15 novembre, on a décidé ensemble d'arrêter de manger et aussi aujourd'hui on a dit au bénévoles qui nous donne des cours de français qu'on ne voulait pas faire le cours, qu'on était fatigué par la situation et qu'on avait pas que ça à faire.

Les responsables de Coallia, on ne sait pas vraiment qui ils sont. Au final, les responsables de Coallia ne font rien, on s'est pas si c'est des travailleurs sociaux ou pas. Y'a un responsable qui s'occupe des repas et qui remplit les demandes d'asile des personnes qui sont en procédure normale, ils posent les questions en anglais pour remplir la demande, sinon on peut avoir une traductrice en arabe.

Là, on est énervés, on est stressés à force de pas savoir ce qu'il nous attend.

On veut que les personnes qui s'occupent de nos demandes viennent nous voir et nous parler et ne pas avoir comme interlocuteur les responsables de Coallia qui ne savent rien de nos demandes, ni ne peuvent s'engager.

Par la grève de la faim, on veut que les supérieurs soient avertis pour pouvoir leur parler du fait que la promesse n'a pas été tenue.

Les migrants erylhéens, soudanais et somaliens de Calais à Rennes.

Aujourd'hui, mercredi 16 novembre, les responsables de Coallia du CAO de Rennes, ont refusé la tenue d'une rencontre avec une avocate et une traductrice sous prétexte que le CAO était un lieu privé et que chaque activité proposée devait être validée par ses responsables. Les personnes hébergées au CAO ont refusé de s'alimenter depuis 24h et boycottent le peu d'activités proposées par Coallia.

Face à ce refus d'accès à l'information et à leurs droits pour les personnes migrantes, nous nous organisons de notre côté pour soutenir leurs démarches. Le texte ci-dessus a été écrit collectivement par les personnes migrantes traduit de l'anglais et tigrinien et traduit en français à l'aide d'une traductrice.